

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 15/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC VALRECOISE SAS

79 rue Auguste Bonamy
ZI Sud
60130 Saint-Just-En-Chaussée

Références : 20250926_VI_PPC_AR_ELEC
Code AIOT : 0005802027

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement CHIMIREC VALRECOISE SAS implanté Port Sud du Havre n° 1477 Route des Gabions 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 14/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 26 septembre 2025 s'inscrit dans le cadre :

- du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées ;
- de l'action régionale relative au suivi des vérifications d'installations électriques.

Le référentiel réglementaire pour cette visite comprend :

- l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC VALRECOISE SAS
- Port Sud du Havre n° 1477 Route des Gabions 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005802027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC-VALRECOISE est autorisée à exploiter, sur la commune de Gonfreville-l'Orcher, un centre de regroupement et de transit de déchets industriels et une unité de traitement de déchets non dangereux plastiques.

Ces activités sont autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2009, complété par l'arrêté préfectoral du 16 avril 2012.

L'inspection a contrôlé par sondage les installations suivantes :

- Stockages de déchets du site (alvéoles et bennes extérieures) ;
- Décanteur-déshuileur ;
- Bassin de confinement ;
- Dispositif d'isolement du réseau de collecte des eaux ;
- Installations électriques.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- ATEX
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement du site	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 1.2.1.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Stockage des déchets	AP Complémentaire du 16/04/2012, article titre 8	Demande d'action corrective	3 mois
5	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 4.3.3	Demande d'action corrective	6 mois
8	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	matières stockées	article 50	
3	Certificat d'acceptation préalable	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 7.1.6	Sans objet
6	Moyens d'intervention en cas d'accident.	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 68	Sans objet
7	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspection des installations classées lors de la visite du 26 septembre 2025 ont permis de vérifier que l'exploitant assure correctement le suivi de son site. La gestion quotidienne des stocks, réalisée via un logiciel métier, garantit un suivi efficace et le respect des seuils maximums autorisés. Néanmoins, l'exploitant devra veiller à exprimer le volume des déchets non dangereux dans l'unité associée aux seuils réglementaires (mètres cubes). Certains déchets pâteux reçus sur le site sous le code 08 01 11* contiennent des substances préoccupantes et doivent être incinérés. Toutefois, en raison de l'absence de consignes de la société X, l'exploitant ne peut garantir leur élimination par incinération. Le site est propre, sécurisé et correctement équipé pour la lutte contre l'incendie. Quelques non-conformités mineures restent à corriger, notamment concernant l'inadéquation de certains équipements électriques en zones ATEX.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 1.2.1.			
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations			
Prescription contrôlée :			
La plate-forme de stockage est un établissement classé, soumis à autorisation, au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.			
Rubrique	Désignation de la rubrique	Caractéristiques sur site	Régime
2717.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets	Quantité de substances ou préparations dangereuses	A

	de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses	dangereuses susceptibles d'être présentes inférieures aux seuils AS	
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses	<p>Stockages vrac :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 65 m3 d'eaux souillées • 1 m3 de solvants non chlorés • 1 m3 d'huiles claires • 130 m3 d'huiles usagées noires • 35 m3 de liquides de refroidissement • 15 m3 de filtres usagés • 90 m3 d'emballages et matériaux souillés <p>Stockage conditionnement : 151 tonnes de déchets : acides, bases, pâteux, solvants chlorés et non chlorés, batteries, eaux souillées, produits de laboratoires, phytosanitaires et DTQD, emballages et matériaux souillés, filtres usagés, piles, néons et aérosols.</p>	A
2790.1b	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses	Séparation matières et séparation de phases (Décantation) Quantité de substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes inférieure	A

		présentes inférieure aux seuils AS	
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux	Transformation, broyage, lavage de déchets non dangereux	A
2716.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, non inertes	Pare-brise, pare-chocs et autres déchets non dangereux non inertes (dont huiles alimentaires usagées) Volume susceptible d'être présent : 120 m3	DC
1530.2	Dépôts de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	Volume maximal total sur site: 900 m3	NC
2662.3	Stockage de polymères	Produits issus du broyage des plastiques Volume susceptible d'être présent : 100 m3	D

Constats :

En complément de la prescription de l'arrêté préfectoral ci-dessus, un courrier préfectoral du 25 février 2014 indique à l'exploitant que les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (directive IED) au titre des rubriques suivantes :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Capacité de l'installation	Régime
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux,	Mélange de déchets dangereux : > 10 t/j	A

	avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :[...]		
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage temporaire de déchets dangereux : Total de 488 t	A

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que 132,08 tonnes de déchets dangereux relevant de la rubrique 3550 étaient présents sur le site le 25 septembre 2025. L'inspection constate que la quantité de déchets dangereux présents sur le site à cette date est inférieure à la quantité maximale autorisée.

L'exploitant a également indiqué que 26,41 tonnes de déchets non dangereux étaient présents sur le site à cette même date. L'inspection constate que les seuils des rubriques 2713, 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées sont exprimés en mètres cubes (m³) ou en mètres carrés (m²) et non en tonnes. Cette pratique ne permet pas, actuellement, de vérifier facilement la conformité des volumes de déchets non dangereux stockés sur le site aux seuils des rubriques précédemment citées.

Préalablement à la visite d'inspection du 26 septembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un projet visant à augmenter la capacité d'entreposage de déchets sur son site. À sa demande, une réunion d'échange en phase amont s'est tenue le 03 juillet 2025. L'exploitant a indiqué lors de cette réunion que l'extension de la capacité de stockage projetée dépasse en elle-même le seuil de la rubrique IED 3550. L'inspection constate que ce projet est donc soumis à une nouvelle procédure d'autorisation environnementale avec étude d'impact. Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le dépôt de son dossier était imminent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de se conformer, sous un délai de 3 mois, à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé en exprimant en mètres cubes le volume des déchets non dangereux présent sur son site, notamment pour les rubriques 2716 et 2662 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etat des matières stockées - dispositions spécifiques.</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que la gestion des stocks s'effectue informatiquement par un logiciel métier développé par l'entreprise. Il a précisé que l'état des stocks est mis à jour quotidiennement par corrélation entre les quantités de déchets entrants et sortants du site. L'exploitant a indiqué que cet état des stocks est envoyé automatiquement et quotidiennement par courriel aux différents responsables du site (directeur de la filiale, responsable du site, responsable exploitation du site, responsable QSE,...) en fin de journée. Il a également précisé que cet état des stocks, associé à un plan indiquant les différentes zones de stockage des déchets sur le site, est affiché quotidiennement à l'entrée du site, à disposition des services d'incendie et de secours. De plus, l'exploitant a déclaré qu'une ronde est effectuée quotidiennement pour réaliser un inventaire physique des déchets stockés sur le site et a transmis à l'inspection la fiche inventaire du 25 septembre 2025.</p> <p>L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les données renseignées par l'opérateur sur la fiche inventaire sont cohérentes avec les données présentes sur l'état des stocks informatique à cette même date ; - l'état des matières stockées est bien accompagné d'un plan indiquant les différentes zones de stockage des déchets sur le site ; - l'état des stocks affiché à l'entrée du site est bien daté du 25 septembre 2025 et est accompagné du plan de zones associé. - l'état des stocks distingue bien les matières dangereuses des autres matières. Les matières dangereuses sont classées par familles pertinentes (solvants chlorés, huiles, solvants non chlorés, eaux souillées, ...). Pour chaque famille sont répertoriés ses mentions de dangers propres ainsi que la quantité maximale et la quantité réellement présente dans les installations. Les stockages de piles et batteries sont indiqués dans l'état des stocks et sur le plan de zones associé. <p>L'inspection relève que l'organisation mise en place par l'exploitant répond de manière satisfaisante aux exigences réglementaires de l'article susvisé. En effet, le dispositif permet un suivi quotidien des quantités de déchets présents dans l'installation et facilite ainsi la gestion en situation d'urgence et l'information du public.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Certificat d'acceptation préalable

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 7.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tous les déchets ayant fait l'objet d'une information préalable, l'exploitant doit déterminer la filière d'élimination à retenir au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur du déchet et des analyses complémentaires éventuellement réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent.</p> <p>Il doit s'assurer de la transmission au producteur ou détenteur, soit du certificat d'acceptation préalable, soit du refus de prise en charge.</p> <p>Cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance de ce certificat d'acceptation.</p>

<p>Le certificat d'acceptation préalable doit consigner les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet ou la référence des analyses permettant de retrouver ces résultats.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté que l'exploitant réceptionne sur son site des déchets pâteux (code déchets 08 01 11*) en provenance de la société X. Or, ces déchets pâteux contiennent une substance extrêmement préoccupante (perturbateur endocrinien pour l'environnement) et doivent être éliminés en incinération en vertu du rapport sur la sécurité chimique accompagnant l'autorisation temporaire REACH.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré que tous les déchets pâteux reçus en 08 01 11* sont regroupés avant leur transfert vers un centre de traitement. L'exploitant a précisé qu'il ne peut pas garantir que l'ensemble des déchets reçus en 08 01 11* sont éliminés en incinération. L'inspection relève également, sur la plateforme "Vigiedéchets", la présence du code R12 (« échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations de valorisation »), ce qui ne permet pas de garantir l'élimination par incinération des déchets pâteux mentionnés ci-dessus. L'exploitant a indiqué à l'inspection que la société X ne lui a pas transmis de consigne particulière concernant l'élimination des déchets pâteux mentionnés précédemment. L'inspection constate également que le certificat d'acceptation préalable ne précise pas l'obligation d'éliminer ces déchets pâteux par incinération.</p> <p>Au regard des éléments présentés, l'inspection considère que l'exploitant n'est pas en situation d'écart réglementaire, la société X ne lui ayant pas transmis les informations nécessaires permettant de s'assurer que les déchets pâteux reçus sous le code 08 01 11* sont effectivement éliminés par incinération.</p> <p>Des informations complémentaires figurent en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Stockage des déchets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article titre 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions doivent être prises pour que les déchets admis ne séjournent jamais plus de 90 jours.</p> <p>Les déchets, à l'exception des déchets stockés en bennes couvertes, doivent être entreposés à l'intérieur du bâtiment dans cinq alvéoles. Ces alvéoles doivent être:</p> <ul style="list-style-type: none"> • étanches, nettement délimitées, séparées et associées chacune à une capacité de rétention de 1 m3; • séparées les unes des autres par une cloison. <p>L'entreposage des déchets doit être réalisé de façon à ce que les déchets incompatibles ne puissent avoir aucun contact. Les opérations de transvasement, mélange de déchets incompatibles sont interdites.</p> <p>L'affectation des différentes alvéoles doit être clairement indiquée par des marquages ou des</p>

affichages appropriés. Un panneau situé à l'entrée du bâtiment doit indiquer les consignes de sécurité et la nature des déchets entreposés dans chacune des alvéoles.

Le contenu des alvéoles ne doit pas déborder des murs des alvéoles dans les allées de circulation de la halle de stockage afin d'éviter la propagation d'incendie :

- lorsqu'il n'y a pas d'activité sur l'alvéole,
- à la fin de la journée de travail sur toutes les alvéoles.

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différentes alvéoles doit être réalisé périodiquement par l'exploitant.

Les déchets stockés à l'extérieur dans des bennes couvertes (de 30 m³ maximum) doivent se trouver à minima à 8 mètres des limites de propriété du site.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré que le suivi de la durée de séjour des déchets sur le site est assuré au moyen de son logiciel métier. Il a précisé que ce dernier permet des contrôles réguliers, incluant une vérification de la durée de présence des déchets effectuée tous les quinze jours. Par ailleurs, il a indiqué que le système déclenche une alerte automatique pour les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) de plus de 80 jours. Il a également précisé que la date de prise en charge des déchets (date de collecte) est imprimée sur l'étiquette de transport et apposée sur chaque contenant, ce qui permet aux opérateurs de vérifier visuellement la durée de séjour des déchets dans l'installation.

L'inspection constate que l'extraction des BSD supérieurs à 80 jours effectuée lors de la visite indique que :

- des déchets d'imagerie radiographiques (574 kg) sont présents sur le site depuis le 23 avril 2025;
- une bouteille de Protoxyde d'azote (7 kg) est présente sur le site depuis le 28 mai 2025.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il lui faut plus de 90 jours pour regrouper une quantité significative de déchets d'imagerie radiographiques avant envoi.

Par un courriel daté du 29 septembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection que la bouteille de Protoxyde d'azote a bien été évacuée vers un centre de traitement le 22 septembre 2025.

Par un courriel daté du 07 octobre 2025, l'exploitant a informé l'inspection de l'expédition des déchets d'imagerie radiographiques le 01 octobre 2025.

L'exploitant a également déclaré que deux rondes sont effectuées par des opérateurs différents sur le site en fin de journée :

- une ronde pour le relevé des températures à la caméra thermique des alvéoles, bennes et déchets à risque ;
- une ronde pour la mise en sécurité du site ;

Ces deux rondes sont consignées informatiquement dans un logiciel de suivi. Par un courriel daté du 29 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le compte rendu des deux rondes datées du 25 septembre 2025.

L'inspection constate que :

- deux opérateurs différents ont réalisé les rondes ;
- les dates sont renseignées ;
- les constats et mesures relatifs aux rondes sont bien documentés et mentionnent les opérations à effectuer en cas de non-conformité.

De plus, l'exploitant a indiqué que lors de la ronde quotidienne permettant de réaliser un inventaire physique des déchets stockés sur le site (voir point de constat n° 2), l'opérateur contrôle l'état et le degré de remplissage des différentes alvéoles et le trace dans la fiche inventaire.

Par sondage, l'inspection a vérifié visuellement les éléments suivants sur le terrain :

- les dates de collecte indiquées sur les étiquettes de transport sont inférieures à 90 jours ;
- les déchets entreposés en extérieur sont placés dans des bennes couvertes, situées à plus de 8 mètres des limites de propriété du site ;
- le site est globalement propre, aucun débordement de déchets dans les allées n'a été constaté ;
- les affectations des alvéoles sont clairement indiquées et les bennes extérieures sont également bien identifiées.
- un affichage des consignes de sécurité est également présent.

Toutefois, l'inspection a constaté :

- la présence d'une benne de 70 m³ sur le site ;
- que la rétention de 1 m³ associée à l'alvéole n° 1 contient environ 0,5 m³ de liquide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de se conformer, dans un délai de trois mois, aux dispositions du titre 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé, en procédant :

- à la vidange de la rétention de l'alvéole n°1 ;
- à l'évacuation de la benne de 70 m³ présente sur ses installations.

L'exploitant doit veiller à respecter la prescription de son arrêté préfectoral demandant un temps de séjour inférieur à 90 jours, ou demander une modification pour certains types de déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie doivent transiter par un décanteur-déshuileur. Ce dispositif doit être vidangé périodiquement, au minimum une fois par an et les déchets collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

Ces eaux, après passage par le décanteur-déshuileur, doivent être dirigées vers un bassin de confinement d'un volume minimum de 400m³. Ce bassin doit être étanche. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité par le biais de prélèvements puis d'analyses réalisés par un laboratoire agréé. Les résultats de ces mesures doivent être transmis à l'inspection des installations classées. Pour que le rejet soit autorisé, les effluents rejetés doivent être exempts de :

- Matières flottantes;
- Produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes;
- Tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières premières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes:

- température: < 30°C
- pH: compris en 5,5 et 8,5

Paramètres	Concentration(mg/l)
MES	30
DCO	120
DBO5	20
Hydrocarbures	5

En cas de non respect de ces valeurs limites, l'exploitant devra faire éliminer les eaux du bassin dans une installation autorisée à cet effet.

Un système doit permettre l'isolement du réseau de collecte des eaux avec le bassin de récupération des eaux. Ce dispositif doit être maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Constats :

Par un courriel daté du 16 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats de l'analyse des eaux du bassin de confinement avant rejet. Les valeurs des différents paramètres étant conformes aux valeurs limites prescrites à l'article 4.3.3 susvisé, l'exploitant a indiqué avoir procédé à la vidange de son bassin. Toutefois, l'inspection constate que le prélèvement n'a pas été effectué par un laboratoire agréé, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 avril 2012 susvisé.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté visuellement qu'un dispositif permet d'isoler le bassin de confinement du milieu récepteur et a vérifié que ce dispositif est maintenu en position fermée. Par ailleurs, l'inspection a relevé que la bâche du bassin de confinement semble en bon état.

Par un courriel daté du 23 septembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection de la vidange et du nettoyage de son décanteur-déshuileur réalisés par un prestataire extérieur le 22 septembre 2025. Il a également transmis à l'inspection le bordereau de suivi des déchets (BSD) ainsi que la fiche d'intervention du prestataire relatifs à ces opérations. Le jour de la visite, l'inspection a constaté visuellement qu'un dispositif permettant d'isoler le réseau de collecte des eaux en cas de pollution est présent au niveau du décanteur-déshuileur. Ce dispositif d'isolement est accessible et semble visuellement en bon état de fonctionnement. L'intérieur du décanteur-déshuileur a

également été contrôlé visuellement par l'inspection, qui a pu constater le bon état général de l'équipement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de se conformer, sous un délai de 6 mois, aux dispositions de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 avril 2012 susvisé en faisant réaliser les prélèvements d'eau du bassin par un laboratoire agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a fourni à l'inspection le registre de maintenance des équipements

et moyens de lutte contre l'incendie. L'inspection a constaté que ce registre indique que :

- l'ensemble des systèmes de désenfumage a été vérifié le 13/01/2025 ;
- la vérification annuelle du poteau incendie est datée du 27/01/2025 ;
- les quatre robinets d'incendie armés du site ont été vérifiés le 27/01/2025 ;
- la vérification des 52 extincteurs du site ainsi que des 58 extincteurs présents dans les véhicules de la société est datée du 27/01/2025
- 10 extincteurs ont été rajoutés le 13/05/2025 dans une extension ;
- la vérification de la détection incendie dans le local du Tableau Général Basse Tension (TGBT) est datée du 12/05/2025 ;
- le système de sécurité incendie (détection) a été vérifié le 18/09/2025.

L'inspection remarque que le registre indique un débit non conforme (36 m³) pour le poteau incendie du site. Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré que cette problématique est connue car le site se trouve en bout de ligne. Il a précisé qu'une réserve incendie souple de 240 m³ a été installé pour y remédier, ce qui a été constaté sur le terrain. Il a également transmis par un courriel daté du 02 octobre 2025, l'attestation de réception de cette réserve incendie qui lui a été remise par le SDIS à l'issue de sa visite du 01 octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

L'exploitant a fait procéder à la vérification périodique réglementaire de ses installations électriques par un organisme extérieur accrédité le 17 février 2025. Le rapport associé, ainsi que le compte rendu de la vérification périodique Q18 effectuée à cette même date ont été transmis à l'inspection des installations classées par un courriel daté du 29 septembre 2025.

Remarque: un certificat Q18 est un compte-rendu de vérification des installations électriques établi sur la base d'un référentiel de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages). Ce document complète les rapports réglementaires établis au titre du Code du travail, pour caractériser le niveau de risque ou d'incendie présenté par une installation électrique.

Le compte rendu de la vérification périodique Q18 indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion et que :

- la vérification a été complète ;
- une coupure totale a été autorisée par l'exploitant.

<p>Le dernier rapport de vérification des installations électriques indique également que l'exploitant a autorisé une coupure totale des installations basse tension (BT) et que l'ensemble des installations électriques de l'établissement sont visibles et accessibles. Par ailleurs, le rapport mentionne 4 observations.</p> <p>L'exploitant a repris dans un fichier de suivi l'ensemble des observations relatives aux non-conformités relevées lors du dernier contrôle des installations électriques. Lors de la visite, il a indiqué à l'inspection avoir traité l'ensemble de ces observations. Il a précisé que chaque intervention est clôturée par la prise d'une photographie. L'inspection a constaté que les photographies attestant du traitement des observations sont bien présentes dans le fichier de suivi de l'exploitant.</p> <p>Par sondage, l'inspection a pu constater in situ que les installations électriques étaient propres et correctement entretenues. L'inspection a également vérifié par sondage l'absence de fils dénudés, de presse-étoupe détérioré ainsi que la fermeture correcte des boîtiers ou armoires électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite in situ, l'inspection a constaté que l'exploitant avait installé, dans les zones à risques d'explosion (dites « zones ATEX »), du matériel adapté à une utilisation en atmosphères explosibles. Néanmoins, l'inspection a relevé la présence d'une prise électrique inadaptée et en charge dans l'une de ces zones. L'exploitant a indiqué que cette prise sera remplacée dans les meilleurs délais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de se conformer, sous un délai de 3 mois, à l'article 65 de l'arrêté ministériel susvisé en remplaçant la prise électrique inadaptée à un fonctionnement en atmosphères explosibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>